

[Text]

Mr. Hunsley: Senator Bolduc stated that it will be 1 per cent next year but I think you have to look at last year's and a few years before. The first word is "established" in EPF and the theory of the establishment aspect was that health and post-secondary education were programs which were mature in the late 1970s and what they required was a level of funding which was basically consistent with the growth in the economy over the long period. That was the basis of the agreement in setting up the block funding and the original EPF formula, aside from a levelling factor that was introduced at the beginning and that the whole fund would grow at the level of the economy. This is not the first time that EPF has been changed. It has now been changed two or three times. The overall impact of the cuts in EPF have had a mounting effect on provincial budgets. This is one more step, but it has to be added to the others.

Senator Bolduc: I will quote another statistic. The federal transfers to provincial governments in 1990 are exactly 24 per cent of the budgetary programs of the federal government. In 1985 they were 23 per cent, so the relative situation is better than it was five years ago.

Mr. Hunsley: That is not necessarily so, sir. You have to look at the relative size of federal revenues and program expenditures.

Senator Bolduc: That is what I am talking about. I am talking about 100 per cent of federal programs. In 1984-85 it was 23 per cent and now it is 24 per cent.

Mr. Hunsley: What I am saying, sir, is that federal revenues as a percentage of the economy have gone down. Federal program expenditures in total as a percentage of the economy have gone down.

Senator Bolduc: However, what I am telling you is that this program has been increasing at a rate that is higher than the regular rate of the economy.

Mr. Hunsley: No, not regular rate of the economy, sir. They have been increasing at a rate higher than the rate of reception of revenues of the federal government, because that rate has gone down.

Senator Bolduc: I am not talking about revenue, I am talking about expenditure.

Mr. Hunsley: Yes, sir, but if you do not receive the revenues you cannot make the expenditures. The federal government has not been receiving the same proportion of the economy in revenues. If you are spending a smaller dollar than that portion of it goes up.

Senator Bolduc: We are not spending less. You know very well that those types of programs go up by 5 per cent and 6 per cent a year. The other programs of the federal government are going down to 3 per cent a year. Those programs are among those that are higher than the regular rate.

[Traduction]

M. Hunsley: Le sénateur Bolduc a dit que le changement sera de 1 p. 100 l'an prochain, mais je pense qu'il faut tenir compte de l'année dernière et de quelques années auparavant. Le premier mot est «établi» dans le financement des programmes établis, et selon cette théorie, l'enseignement postsecondaire et la santé étaient des programmes qui devaient arriver à maturité vers la fin des années 70 et dont le niveau de financement devait correspondre essentiellement à la croissance de l'économie à long terme. C'est sur ce principe que se fondait l'entente lorsqu'on a mis sur pied le financement global et créé la formule originale FPE, en plus d'un facteur d'uniformisation qui a été introduit au début et le fait que le fonds augmenterait au niveau de l'économie. Ce n'est pas la première fois qu'on a changé le FPE. Cela fait deux ou trois fois qu'on le change. Les conséquences globales des réductions du FPE ont eu un effet cumulatif sur les budgets provinciaux. Il s'agit ici d'une étape de plus, mais elle vient s'ajouter à d'autres.

Le sénateur Bolduc: J'aimerais vous citer d'autres statistiques. Les transferts fédéraux aux gouvernements provinciaux en 1990 s'élèvent à exactement 24 p. 100 des programmes budgétaires du gouvernement fédéral. En 1985, il s'élevait à 23 p. 100, de sorte que la situation est relativement meilleure qu'elle ne l'était il y a cinq ans.

M. Hunsley: Ce n'est pas nécessairement le cas, monsieur. Il faut tenir compte de l'importance relative des recettes fédérales et des dépenses de programmes.

Le sénateur Bolduc: C'est exactement ce dont je veux parler. Je parle de la totalité des programmes fédéraux. En 1984-1985, les transferts s'élevaient à 23 p. 100, et aujourd'hui, ils s'élèvent à 24 p. 100.

M. Hunsley: Ce que je veux dire, monsieur, c'est que les recettes du gouvernement fédéral en tant que pourcentage de l'économie ont diminué. Au total, les dépenses pour les programmes fédéraux en tant que pourcentage de l'économie ont diminué.

Le sénateur Bolduc: Cependant, je vous dis que le programme a augmenté plus rapidement que la croissance normale de l'économie.

M. Hunsley: Non, pas la croissance habituelle de l'économie, monsieur. Il a augmenté plus rapidement que le taux de croissance des recettes du gouvernement fédéral, car ce taux a diminué.

Le sénateur Bolduc: Je ne parle pas des recettes, je parle des dépenses.

M. Hunsley: Oui, monsieur, mais si vous ne recevez pas les recettes, vous ne pouvez pas faire de dépenses. Le gouvernement fédéral n'a pas reçu le même pourcentage de l'économie en recettes. S'il dépense un montant inférieur, alors proportionnellement ce montant augmente.

Le sénateur Bolduc: Nous ne dépensons pas moins. Vous savez parfaitement que ces programmes-là augmentent de 5 p. 100 et 6 p. 100 par année. Les autres programmes du gouvernement fédéral, pendant ce temps, passent à 3 p. 100 par année. Ces programmes-là sont au-dessus de la moyenne.